

TRADUCTION

F. 95 - 2868

5 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif au cadre du personnel des services du collège des commissaires du Gouvernement flamand auprès des instituts supérieurs

[36167]

Le Gouvernement flamand,

Vu l'article 245, § 2, du décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande, modifié par le décret du 21 décembre 1994;

Vu l'accord donné le 2 mai 1995 par le Ministre flamand ayant les finances et le budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 3 du 10 mai 1995 portant les conclusions des négociations menées entre le Gouvernement flamand et les organisations syndicales représentatives au sein de la réunion commune des comités sectoriels X et XVIII;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'effectif du personnel des services du collège des commissaires du Gouvernement flamand auprès des instituts supérieurs est fixé à cinq membres du personnel, dont deux sont attribués au commissaire-coordonateur et un à chaque commissaire.

§ 2. Un membre du personnel attribué au commissaire-coordonateur est désigné selon le cas, parmi les membres du personnel du niveau A du Ministère de la Communauté flamande ou des institutions publiques flamandes, ou parmi les titulaires d'un diplôme académique ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau académique qui sont occupés dans l'enseignement.

Ce membre du personnel reçoit l'allocation assimilée à celle d'un attaché auprès d'un cabinet d'un membre du Gouvernement flamand.

Les autres quatre membres du personnel sont désignés selon le cas, soit parmi les membres du personnel du niveau B, C ou D du Ministère de la Communauté flamande ou des institutions publiques flamandes, soit parmi les titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur de type court qui sont occupés dans l'enseignement. Ils reçoivent l'allocation assimilée à celle d'un membre du personnel exécutif auprès d'un cabinet d'un membre du Gouvernement flamand.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1994.**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 5 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

[S - C - 29145]

F. 95 - 2869

24 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant une échelle particulière de traitement pour les membres du personnel adjoint à la recherche, affectés aux fonctions de prosecteur dans les universités de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 relative à l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, notamment l'article 50;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 7 août 1991;

Considérant que le grade de prosecteur tel qu'il était prévu à l'arrêté royal du 27 mai 1958 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service dans les universités de l'Etat n'a pas été repris dans l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaire de l'Etat;

Considérant que la fonction de prosecteur est indispensable à l'activité du service d'anatomie des universités et est d'ailleurs exercée par du personnel adjoint à la recherche ou du personnel de gestion;

Considérant que les échelles de traitement attachées à ce personnel ne permettent pas de rétribuer les titulaires de la fonction de prosecteur conformément aux qualités tant humaines que techniques qu'elle requiert;

Vu le protocole du 28 décembre 1993 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 août 1993;

Vu l'accord du Ministre chargé de la "Fonction publique" donné le 2 février 1994;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget, donné le 5 février 1994,

Arrête :

Article 1er. L'agent affecté à la fonction de prosecteur dans le service d'anatomie de la Faculté de médecine des universités bénéficie, pendant la période où il exerce effectivement cette fonction et à dater de la réussite d'une épreuve de qualification, d'un supplément de traitement déterminé selon son ancienneté pécuniaire et défini comme suit :

Si l'agent est technicien adjoint ou ouvrier qualifié :

1° différence entre l'échelle 20/2 + 1060 et l'échelle 30/2 + 1060;

2° après 6 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 22/4 et l'échelle 30/2 + 1060;

3° après 12 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 23/1 et l'échelle 30/2 + 1060;

4° après 18 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 24/1 et l'échelle 30/2 + 1060.

Si l'agent est technicien ou premier ouvrier qualifié :

1° différence entre l'échelle 22/4 et l'échelle 20/2 + 1060;

2° après 6 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 23/1 et l'échelle 20/2 + 1060;

3° après 12 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 24/1 et l'échelle 20/1 + 1060.

Si l'agent est premier technicien ou contremaître :

1° différence entre l'échelle 23/1 et l'échelle 22/4;

2° après 6 ans d'exercice de la fonction, différence entre l'échelle 24/1 et l'échelle 22/4.

Si l'agent est chef technicien ou chef d'atelier :

différence entre l'échelle 24/1 et l'échelle 23/1.

Si l'agent est premier chef technicien ou premier chef d'atelier :

10 % de son échelle barémique.

Art. 2. L'agent affecté à la fonction de prosecteur conserve son droit à la promotion et à l'avancement pendant la période où il exerce effectivement cette fonction.

Art. 3. Par mesure transitoire, les agents qui exercent effectivement les fonctions de prosecteur dans le service d'anatomie de la Faculté de médecine des universités de la Communauté française à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont dispensés de la réussite d'une épreuve de qualification et bénéficient des suppléments de traitement fixés à l'article 1er en tenant compte du nombre d'années prestées dans cette fonction tout en gardant leurs droits à la promotion et à l'avancement.

Art. 4. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 — 2869

24 MEI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot invoering van een bijzondere weddeschaal voor de personeelsleden die toegevoegd zijn aan het onderzoek, aangesteld voor het ambt van prosector in de universiteiten van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wef d.d. 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs, inz. op artikel 50;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 7 augustus 1991;

Overwegende dat de graad van prosector, zoals bepaald bij het koninklijk besluit d.d. 27 mei 1958 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel bij de Rijksuniversiteiten, niet opgenomen werd in het koninklijk besluit d.d. 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Overwegende dat het ambt van prosector noodzakelijk is voor de werkzaamheid van de dienst "anatomie" van de universiteiten en trouwens wordt uitgeoefend door personeelsleden toegevoegd aan het onderzoek of door beheerspersoneelsleden;

Overwegende dat de aan dat personeel verleende weddeschalen het niet mogelijk maken de titularissen van het ambt van prosector te bezoldigen overeenkomstig de vereiste menselijke en technische eigenschappen;

Gelet op het protocol d.d. 28 december 1993 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 31.8.1993;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor "Openbaar Ambt" gegeven op 2 februari 1994;
Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor Begroting, gegeven op 5 februari 1994,

Besluit :

Artikel 1. Het personeelslid, aangesteld in het ambt van prosector in de dienst anatomie van de Faculteit Geneeskunde van de universiteiten, geniet tijdens de periode waarin hij dit ambt werkelijk uitoefent en vanaf het slagen voor een kwalificatieexamen, een weddetoelage bepaald overeenkomstig zijn geldelijke anciënniteit.

Indien het personeelslid adjunct-technicus of geschoold arbeider is :

- 1° verschil tussen schaal 20/2 + 1060 en schaal 30/2 + 1060;
- 2° na zes jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 22/4 en schaal 30/2 + 1060;
- 3° na twaalf jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 23/1 en schaal 30/2 + 1060;
- 4° na achttien jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 24/1 en schaal 30/2 + 1060.

Indien het personeelslid technicus of eerste geschoold werkman is :

- 1° verschil tussen schaal 22/4 en schaal 20/2 + 1060;
- 2° na zes jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 24/1 en schaal 20/1 + 1060;
- 3° na twaalf jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 24/1 en schaal 20/1 + 1060.

Indien het personeelslid eerste technicus of meestergast is :

- 1° verschil tussen schaal 23/1 en schaal 22/4;
- 2° na zes jaar uitoefening van het ambt verschil tussen schaal 24/1 en schaal 22/4.

Indien het personeelslid hoofdtechnicus of werkmeester is :

verschil tussen schaal 24/1 en schaal 23/1.

Indien het personeelslid eerste hoofdtechnicus of eerste werkmeester is :

10 % van zijn weddeschaal.

Art. 2. Het voor het ambt van prosector aangestelde personeelslid bewaart zijn recht op bevordering tijdens de periode waarin hij dit ambt werkelijk uitoefent.

Art. 3. Bij overgangsmaatregel zijn de personeelsleden die het ambt van prosector in de anatomiedienst van de Faculteit Geneeskunde van de universiteiten van de Franse Gemeenschap werkelijk uitoefenen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, vrijgesteld van het wetslagen voor een kwalificatieexamen en genieten zij de in artikel 1 vastgestelde weddetoeslagen rekening houdend met het aantal in dat ambt gepresteerde jaren terwijl zij hun rechten op bevordering en verhoging tot een hogere graad bewaren.

Art. 4. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 mei 1995

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

F. 95 — 2870

**31 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
pris en application du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement**

[29373]

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 22 décembre 1994, portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, notamment les articles 4, 7 et 10;

Vu le protocole du 17 mars 1995 du Comité de secteurs IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. Le certificat médical, la carte de service pour absence d'un jour et le rapport de contrôle visés aux articles 4, 7 et 10 du décret du 22 décembre 1994, portant des mesures urgentes en matière d'enseignement sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Art. 3. Le Ministre de l'Education et le Ministre de l'Enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX